

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 januari 2005;

Op de voordracht van de Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2005,

Besluit :

Artikel 1. Een dotatie van 307835 € (driehonderd zeven duizend achthonderd vijftig euro), aan te rekenen op het krediet ingeschreven in de basisallocatie 01.01, activiteitenprogramma 70, organisatie-afdeling 56 van de begroting van de Franse Gemeenschap, uitgaven van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, begrotingsjaar 2005, wordt toegekend aan de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde dotatie wordt bestemd om de verwezenlijking te dekken van de projecten met referentie 05/CF/01 tot 05/CF/13, bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2005 houdende goedkeuring van de lijst van de actieprojecten voor positieve discriminatie, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Art. 3. De uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van artikel 55, 1° van het voormelde decreet van 30 juni 1998 worden rechtstreeks uitgetrokken op de basisallocatie bedoeld in artikel 1.

Het gedeelte van de dotatie bedoeld in artikel 1 dat overeenstemt met de uitgaven die het gevolg zijn van de toepassing van artikel 55, 2° van het voormelde decreet van 30 juni 1998, wordt tijdens het eerste kwartaal 2005 in één schijf uitbetaald aan de begunstigde inrichtingen.

Art. 4. Op het einde van het project bedoeld in artikel 2, voor de uitgaven bedoeld in artikel 3, tweede lid, moeten de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie binnen de drie maanden de volgende documenten bezorgen aan de Algemene Dienst Onderwijs voor sociale promotie van de Algemene Directie voor het verplicht onderwijs, Rijksadministratief centrum, Pachecolaan 19, bus 0, bureau 4007, te 1010 Brussel :

1° de gedetailleerde rekening, in twee exemplaren, van de uitgaven bedoeld in artikel 3, tweede lid;

2° de verantwoordingsstukken in verband met alle uitgaven bedoeld in 1°. Deze stukken moeten in twee exemplaren worden opgemaakt en in chronologische volgorde opgenomen worden in een verzamelstaat opgemaakt in twee exemplaren.

De begunstigde inrichtingen moeten de originele stukken bedoeld in 1° en 2° bewaren en die ter beschikking stellen van de verificatiedienst van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 6. De Minister-Presidente, tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 januari 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1214

[2005/201359]

15 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant adaptation des critères de définition des petites et moyennes entreprises concernées par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ainsi que modifiant certaines dispositions des arrêtés d'exécution de ces décrets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment l'article 3, § 3;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment l'article 3, § 9;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, notamment l'article 1^{er}, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment les articles 1^{er} et 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, notamment l'article 3;

Considérant que la Région wallonne doit adapter les critères ou préciser de définition des petites et moyennes entreprises conformément au Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, modifié par le Règlement (CE) n° 364/2004 de la Commission du 25 février 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 janvier 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.125/2, donné le 7 mars 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article. 1^{er}. A l'article 3 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. La petite ou moyenne entreprise est l'entreprise dont les critères de définition sont ceux visés aux articles 2 et 3 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, ci-après dénommée l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001.";

2^o le § 4 est abrogé;

3^o le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 5. La très petite entreprise est la micro-entreprise correspondant aux critères de définition de petite ou moyenne entreprise visés au § 3 et mieux identifiée à l'article 2, 3, de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001.";

4^o le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 6. La spin-off est l'entreprise visée aux §§ 3 ou 5 créée par des chercheurs, qu'ils soient universitaires ou industriels, au départ des résultats de leurs recherches.";

5^o les §§ 7 et 8 sont abrogés.

Art. 2. A l'article 13 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Le cluster est, selon le cas, considéré comme une micro, petite ou moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 ou 5.";

2^o l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Le seuil visé à l'article 3, 2, de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 est porté à 50 % du capital du cluster pour autant que soient prises les mesures nécessaires pour que le cluster conserve une autonomie réelle de gestion."

Art. 3. L'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Par grande entreprise, on entend une des sociétés énumérées à l'article 2, § 2, du Code des sociétés ou un groupement européen d'intérêt économique ne correspondant pas aux critères de définition des petites et moyennes entreprises visés aux articles 2 et 3 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, ci-après dénommée l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001."

Art. 4. L'article 11 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 11. Le Gouvernement peut fixer des conditions particulières d'octroi pour l'entreprise qui remplit les critères de définition visés à l'article 2 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001, et qui est détenue à concurrence de maximum 50 % du capital ou des droits de vote par une ou plusieurs grandes entreprises."

Art. 5. A l'article 1^{er} du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er}. Au sens du présent décret, la petite ou moyenne entreprise est l'entreprise dont les critères de définition sont ceux visés aux articles 2 et 3 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, ci-après dénommée l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001.";

2^o le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. La grande entreprise est l'entreprise qui ne répond pas aux critères de définition des petites ou moyennes entreprises repris aux articles 2 et 3 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001."

Art. 6. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

"3^o "l'entreprise" : la micro-entreprise, la petite et la moyenne entreprise visées à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret.";

2^o le 5^o est remplacé par la disposition suivante :

"5^o "la petite entreprise" : l'entreprise visée à l'article 3, § 3, du décret.";

3^o le 6^o est remplacé par la disposition suivante :

"6^o la "très petite entreprise", la micro-entreprise visée à l'article 3, § 5, du décret.".

Art. 7. L'article 3, 8^o, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"8^o les "sociétés de capital à risque" : les sociétés d'investissement, les personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital à risque qui mettent à la disposition d'entreprises non cotées en bourse des fonds investis sous forme de fonds propres ou quasi fonds propres, pour autant que le total de l'investissement de ces personnes physiques ou groupes de personnes physiques dans une même entreprise n'excède pas 1.250.000 euros.";

Art. 8. L'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, est remplacé par la disposition suivante :

"2^o dont le montant s'élève au moins à 1.000.000 d'euros ou à 500.000 euros en ce qui concerne l'entreprise visée à l'article 11 du décret.";

Art. 9. L'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

"L'analyse de ces éléments peut s'effectuer de manière différenciée en ce qui concerne l'entreprise visée à l'article 11 du décret.".

Art. 10. L'article 3, 5°, de l'arrêté du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, est remplacé par la disposition suivante :

"5° les "sociétés de capital à risque": les sociétés d'investissement, les personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital à risque qui mettent à la disposition d'entreprises non cotées en bourse des fonds investis sous forme de fonds propres ou quasi fonds propres, pour autant que le total de l'investissement de ces personnes physiques ou groupes de personnes physiques dans une même entreprise n'excède pas 1.250.000 euros;"

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Art. 12. Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 avril 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1214

[2005/201359]

15. APRIL 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Anpassung der Kriterien zur Bestimmung der Klein- und Mittelbetriebe, auf die das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, anwendbar sind, und zur Abänderung bestimmter Bestimmungen der Durchführungserlasse dieser Dekrete

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere Art. 3, § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere Art. 3, § 9;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, insbesondere Art. 1, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere Art. 6 und 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere Art. 1 und 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, insbesondere Art. 3;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Kriterien zur Bestimmung der Klein- und Mittelbetriebe anpassen oder genauer festlegen muss, um den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen, abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 364/2004 der Kommission vom 25. Februar 2004, Rechnung zu tragen;

Aufgrund des am 20. Januar 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Januar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 7. März 2005 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 38.125/2 des Staatsrats, in seiner durch das Gesetz vom 2. April 2003 ersetzten Fassung;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft und der Beschäftigung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Art. 3 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird folgendermaßen abgeändert:

1° § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 3. Unter Klein- oder Mittelbetrieb versteht man den Betrieb, dessen Bestimmungskriterien diejenigen sind, die in Art. 2 und 3 des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen angeführt sind; nachstehend werden diese Bestimmungen als Anhang I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 bezeichnet.;"

2° § 4 wird aufgehoben;

3° § 5 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 5. Unter Kleinstbetrieb versteht man das Kleinstunternehmen, das den Bestimmungskriterien des Klein- oder Mittelbetriebs nach § 3 genügt, und in Art. 2, 3 des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 genauer identifiziert ist.;"

4° § 6 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

§ 6. Das "spin-off"-Unternehmen ist der von Forschern aus der Universität oder aus der Industrie aufgrund der Ergebnisse ihrer Forschungen gegründete, in § 3 oder 5 erwähnte Betrieb.;"

5° § 7 und § 8 werden aufgehoben.

Art. 2 - In Art. 13 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch den nächsten Absatz ersetzt:

„Das Cluster wird je nach Fall als ein Kleinst-, Klein- oder Mittelbetrieb gemäß Art. 3, §§ 3 oder 5 betrachtet.»;

2° Absatz 3 wird durch den nächsten Absatz ersetzt:

„Der in Art. 3, 2 des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 erwähnte Schwellenwert wird auf 50% des Kapitals des Clusters erhöht, unter der Bedingung, dass die notwendigen Maßnahmen getroffen werden, damit das Cluster eine tatsächliche Verwaltungsautonomie behält.».

Art. 3 - Art. 3, § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 2. Unter Großbetrieb versteht man eine der in Art. 2, § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften aufgelisteten Gesellschaften oder eine Europäische Wirtschaftliche Interessenvereinigung, die nicht den Bestimmungskriterien der Klein- und Mittelbetriebe entspricht gemäß Art. 2 und 3 des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen; nachstehend werden diese Bestimmungen als Anhang I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 bezeichnet.».

Art. 4 - Art. 11 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 11 - Die Regierung ist befugt, besondere Gewährungsbedingungen festzulegen für Betriebe, die die in Art. 2 des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 erwähnten Bestimmungskriterien erfüllen, und die zu höchstens 50% des Kapitals oder der Stimmenanteile im Besitz von einem oder mehreren Großbetrieben sind.»

Art. 5 - Art. 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird folgendermaßen abgeändert:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 1. Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter Klein- oder Mittelbetrieb den Betrieb, dessen Bestimmungskriterien diejenigen sind, die in Art. 2 und 3 der Anlage I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen angeführt sind; nachstehend werden diese Bestimmungen als Anlage I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 bezeichnet.»;

2° § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 2. Unter Großbetrieb versteht man den Betrieb, der den Bestimmungskriterien des Klein- oder Mittelbetriebs nach Art. 2 und 3 des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 nicht genügt.».

Art. 6 - Art. 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird folgendermaßen abgeändert:

1° Nummer 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„3° der „Betrieb“: der Kleinst-, Klein- oder Mittelbetrieb im Sinne von Art. 3, §§ 3 und 5 des Dekrets;“;

2° Nummer 5° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„° der „Kleinbetrieb“: der Betrieb im Sinne von Art. 3, § 3 des Dekrets;“;

3° Nummer 6° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„6° der „Kleinstbetrieb“: der Kleinstbetrieb im Sinne von Art. 3°, § 5 des Dekrets;“.

Art. 7 - Art. 3, 8° desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„8° die „Risikokapitalgesellschaften“: die Investitionsgesellschaften, natürlichen Personen oder Gruppen von natürlichen Personen, die eine regelmäßige Tätigkeit im Bereich der Risikokapitalinvestition ausüben, die Betrieben, die nicht an der Börse notiert sind, als Eigenmittel oder Quasi-Eigenmittel investierte Gelder zur Verfügung stellen, insofern der Gesamtbetrag der Investition dieser natürlichen Personen oder Gruppen von natürlichen Personen für ein und denselben Betrieb 1.250.000 Euro nicht übersteigt;“.

Art. 8 - Art. 6, § 1, Absatz 1, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„2° sich auf einen Betrag von mindestens 1.000.000 Euro belaufen, oder aber 500.000 Euro für was die Betriebe angeht, die die in Art. 11 des Dekrets erwähnt sind;“.

Art. 9 - Art. 7, § 1, Absatz 3 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

„Die Analyse dieser Faktoren kann auf differenzierte Weise erfolgen für die Betriebe, die die in Art. 11 des Dekrets erwähnt sind.».

Art. 10 - Art. 3, 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„5° die „Risikokapitalgesellschaften“: die Investitionsgesellschaften, natürlichen Personen oder Gruppen von natürlichen Personen, die eine regelmäßige Tätigkeit im Bereich der Risikokapitalinvestition ausüben, die Betrieben, die nicht an der Börse notiert sind, als Eigenmittel oder Quasi-Eigenmittel investierte Gelder zur Verfügung stellen, insofern der Gesamtbetrag der Investition dieser natürlichen Personen oder Gruppen von natürlichen Personen für ein und denselben Betrieb 1.250.000 Euro nicht übersteigt;“.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2005 wirksam.

Art. 12 - Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. April 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1214

[2005/201359]

15 APRIL 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot aanpassing van de criteria voor de bepaling van de kleine en middelgrote ondernemingen getroffen door het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van de uitvoeringsbesluiten van die decreten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op artikel 3, § 3;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikel 3, § 9;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op artikel 1, § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 1 en 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op artikel 3;

Overwegende dat het Waals Gewest de criteria voor de bepaling van kleine en middelgrote ondernemingen nader moet bepalen of aanpassen overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 364/2004 van de Commissie van 25 februari 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 januari 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 januari 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 38.125/2, gegeven op 7 maart 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt gewijzigd als volgt :

1^o § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 3 De kleine en middelgrote onderneming is de onderneming waarvan de criteria worden bepaald in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen, hierna bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001 genoemd."

2^o § 4 wordt opgeheven;

3^o § 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 5 De zeer kleine onderneming is een micro-onderneming die overeenstemt met de criteria voor de bepaling van kleine en middelgrote ondernemingen bedoeld in § 3 en nader omschreven in artikel 2, 3 van bijlage I van de Verordening (EG) nr. 70/2001."

4^o § 6 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 6. De spin-off is de onderneming bedoeld in de paragrafen 3 of 5 opgericht door onderzoekers, of universitair en van industriële, vertrekkend van hun onderzoeksresultaten."

5^o de paragrafen 7 en 8 worden opgeheven.

Art. 2. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1^o het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

"De cluster wordt, al naar gelang van het geval, beschouwd als een middelgrote, een kleine of een micro-onderneming, bedoeld in artikel 3, paragrafen 3 of 5."

2^o het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

"De drempelwaarde bedoeld in artikel 3, 2, van bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001 wordt op 50 % van het kapitaal van de cluster gebracht voorzover de noodzakelijke maatregelen worden getroffen waardoor de cluster een werkelijke beheersautonomie kan bewaren."

Art. 3. Artikel 3, § 2, eerste lid, van het Decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. Onder grote onderneming wordt verstaan één van de vennootschappen opgesomd in artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen of een Europees samenwerkingsverband die niet overeenstemt met de criteria voor de bepaling van kleine en middelgrote ondernemingen bedoeld in de artikelen 2 en 3 van bijlage I van de Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen, hierna bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001 genoemd."

Art. 4. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 11. De Regering kan bijzondere toekenningsvoorwaarden vaststellen voor de onderneming die de criteria voor de bepaling bedoeld in artikel 2 van bijlage I bij de Verordening (EG) nr 70/2001, naleeft en die voor maximum 50 % van het kapitaal of het stemrecht in handen is van één of meerdere grote ondernemingen."

Art. 5. Artikel 1 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 1. In de zin van dit decreet is de kleine en middelgrote onderneming, de onderneming waarvan de criteria worden bepaald in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen, hierna bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001 genoemd."

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. De grote onderneming is de onderneming die niet beantwoordt aan de criteria voor de bepaling van de kleine en middelgrote ondernemingen opgenomen in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001."

Art. 6. Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"3° de "onderneming" : de micro, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, paragrafen 3 en 5 van het decreet;"

2° punt 5° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"5° de "kleine onderneming" : de onderneming bedoeld in artikel 3, § 3, van het decreet;"

3° punt 6° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"6° de "zeer kleine onderneming" : de micro-onderneming bedoeld in artikel 3, § 5, van het decreet;"

Art. 7. Artikel 3, 8°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"8° de "risicokapitaalmaatschappijen" : de investeringsmaatschappijen, natuurlijke personen of groepen natuurlijke personen met een regelmatige activiteit betreffende de investering in risicokapitaal die middelen, geïnvesteerd in de vorm van eigen middelen of semi-eigen middelen, ter beschikking van niet op de beurs genoteerde ondernemingen stellen voorzover de som van de investeringen van deze natuurlijke personen of groepen natuurlijke personen niet meer dan 1.250.000 euro bedraagt;"

Art. 8. Artikel 6, § 1, eerste lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

"2° waarvan het bedrag minstens 1.000.000 euro of 500.000 euro bedraagt wat betreft de onderneming bedoeld in artikel 11 van het decreet;"

Art. 9. Artikel 7, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgend lid :

"Die bestanddelen kunnen op een gedifferentieerde wijze geanalyseerd worden voor de onderneming bedoeld in artikel 11 van het decreet."

Art. 10. Artikel 3, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"5° de "risicokapitaalmaatschappijen" : de investeringsmaatschappijen, natuurlijke personen of groepen natuurlijke personen met een regelmatige activiteit betreffende de investering in risicokapitaal die middelen, geïnvesteerd in de vorm van eigen middelen of semi-eigen middelen, ter beschikking van niet op de beurs genoteerde ondernemingen stellen voor zover de som van de investeringen van deze natuurlijke personen of groepen natuurlijke personen niet meer dan 1.250.000 euro bedraagt;"

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 12. De Minister van Economie en Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 15 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1215

[2005/201334]

21 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités de transfert d'agents du Ministère de la Région wallonne à la Société wallonne des Eaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne de distribution d'Eau, notamment l'article 50;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 octobre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 octobre 2004 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 13 janvier 2005 ;

Vu le protocole n° 444 du Comité de secteur XVI établi le 21 janvier 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.127/4, donné le 2 mars 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la décision du conseil d'administration de la Société wallonne des Eaux du 28 novembre 2003 adoptant le statut du personnel de la Société;